

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/31820]

8 JULI 2021. — Decreet tot wijziging van het Waals Landbouwwetboek en tot oprichting van het Betaalorgaan tot administratieve dienst met autonome boekhouding (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Artikel D.25 van het Waals Landbouwwetboek wordt opgeheven.

Art. 2. Artikel D.26 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018, wordt opgeheven.

Art. 3. Artikel D.27 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018, wordt opgeheven.

Art. 4. De onderverdeling van Hoofdstuk I van Titel II van hetzelfde Wetboek met als opschrift "Afdeling 2. – Het GBCS-fonds" wordt opgeheven.

Art. 5. Het opschrift van Hoofdstuk I van Titel II van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door hetgeen volgt: "HOOFDSTUK I. - Geïntegreerd beheers- en controlesysteem "GBCS"".

Art. 6. In artikel D.254 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018 waarvan de huidige tekst paragrafen 2 en 3 zal vormen, wordt voor huidige tekst een paragraaf 1 ingevoegd, luidend als volgt:

"§ 1. Het betaalorgaan wordt als administratieve dienst met autonome boekhouding opgericht, in de zin van artikel 2, 5°, van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursseenheid, in de schoot van de Waalse administratie. "

Art. 7. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2022.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 8 juli 2021.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming,
Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) *Zitting 2020-2021.*

Stukken van het Waalse Parlement, 622 (2020-2021) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 7 juli 2021.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/31825]

8 JUILLET 2021. — Décret transposant la directive (UE) 2018/958 du Parlement européen et du Conseil du 28 juin 2018 relative à un contrôle de proportionnalité avant l'adoption d'une nouvelle réglementation de professions (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Généralités, définitions et champ d'application*

Article 1^{er}. Le présent décret transpose la directive UE 2018/958 du Parlement européen et du Conseil du 28 juin 2018 relative à un contrôle de proportionnalité avant l'adoption d'une nouvelle réglementation de professions.

Art. 2. § 1^{er}. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° « directive 2005/36/CE » : la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles ;

2° « titre professionnel protégé » : une forme de réglementation d'une profession dans le cadre de laquelle l'usage d'un titre dans une activité professionnelle ou un groupe d'activités professionnelles est subordonné, directement ou indirectement, en vertu de dispositions législatives, réglementaires ou administratives, à la possession d'une qualification professionnelle déterminée, et dans le cadre de laquelle l'usage abusif d'un tel titre est passible de sanctions ;

3° « activités réservées » : une forme de réglementation d'une profession dans le cadre de laquelle l'accès à une activité professionnelle ou à un groupe d'activités professionnelles est réservé, directement ou indirectement, en vertu de dispositions législatives, réglementaires ou administratives, aux membres d'une profession réglementée détenteurs d'une qualification professionnelle déterminée, y compris lorsque l'activité est partagée avec d'autres professions réglementées ;

4° « disposition réglementant une profession » : disposition législative, réglementaire ou administrative qui limite l'accès à une profession réglementée ou l'exercice de celle-ci, ou l'une des modalités d'exercice de celle-ci, y compris l'usage d'un titre professionnel et les activités professionnelles autorisées sur le fondement de ce titre et qui relèvent du champ d'application de la directive 2005/36/CE ;

5° « autorité » : auteur des dispositions législatives, réglementaires ou administratives réglementant une profession.

§ 2. Sous réserve des dispositions visées au paragraphe 1^{er}, les définitions de la loi du 12 février 2008 instaurant un nouveau cadre général pour la reconnaissance des qualifications professionnelles CE, telle que modifiée par le décret du 12 juillet 2017 modifiant la loi du 12 février 2008 instaurant un nouveau cadre général pour la reconnaissance des qualifications professionnelles CE, s'appliquent.

Art. 3. Le présent décret s'applique aux dispositions réglementant une profession qui relèvent du champ d'application de la directive 2005/36/CE.

Il ne s'applique pas lorsque des exigences spécifiques concernant la réglementation d'une profession donnée sont établies dans un texte transposant un acte distinct de l'Union européenne qui ne laisse pas aux Etats membres le choix de leur mode de transposition.

CHAPITRE II. — *Principe de non-discrimination et objectifs d'intérêt général*

Art. 4. Avant l'adoption ou la modification de dispositions réglementant une profession, l'autorité veille à ce que ces dispositions ne soient pas directement ou indirectement discriminatoires en fonction de la nationalité ou du lieu de résidence.

Art. 5. Avant l'adoption ou la modification de dispositions réglementant une profession, l'autorité veille à ce que ces dispositions soient justifiées par des objectifs d'intérêt général.

L'autorité examine notamment si les dispositions sont objectivement justifiées :

1° par des motifs liés au maintien de l'ordre public, de la sécurité publique ou de la santé publique ;

2° ou par des raisons impérieuses d'intérêt général, telles que :

a) la préservation de l'équilibre financier du système de sécurité sociale ;

b) la protection des consommateurs, des bénéficiaires de services et des travailleurs ;

c) la protection de la bonne administration de la justice ;

d) la garantie de la loyauté des transactions commerciales ;

e) la lutte contre la fraude et la prévention de la fraude et de l'évasion fiscales et la préservation de l'efficacité des contrôles fiscaux ;

f) la sécurité des transports ;

g) la protection de l'environnement et de l'environnement urbain ;

h) la santé des animaux ;

i) la propriété intellectuelle ;

j) la sauvegarde et la préservation du patrimoine historique et artistique national, des objectifs de politique sociale et des objectifs de politique culturelle.

Les motifs d'ordre purement économique ou les motifs purement administratifs ne constituent pas des raisons impérieuses d'intérêt général à même de justifier une limitation de l'accès à des professions réglementées ou de leur exercice.

CHAPITRE III. — *Examen de proportionnalité*

Art. 6. § 1^{er}. Avant l'adoption ou la modification de dispositions réglementant une profession, l'autorité soumet les dispositions ou modifications projetées à un examen de proportionnalité dont l'étendue est proportionnée à la nature, au contenu et à l'effet des dispositions.

L'examen visé à l'alinéa 1^{er} est effectué de manière objective et indépendante.

Le Gouvernement crée ou désigne un organisme indépendant chargé d'accompagner les autorités compétentes dans la rédaction de ceux-ci.

Il prévoit les modalités de l'examen.

§ 2. L'adoption des dispositions visées au paragraphe 1^{er} doit reposer sur une explication suffisamment détaillée pour permettre d'apprécier le respect du principe de proportionnalité.

Les motifs pour lesquels une disposition est jugée justifiée et proportionnée sont étayés par des éléments probants qualitatifs et, dans la mesure du possible et lorsque cela est pertinent, quantitatifs.

Art. 7. § 1^{er}. L'autorité s'assure de la proportionnalité des dispositions ou modifications projetées.

Elle veille à ce qu'elles soient propres à garantir la réalisation de l'objectif poursuivi et qu'elles n'aillent pas au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre cet objectif.

§ 2. A cette fin, l'autorité tient compte des éléments suivants :

1° la nature des risques liés aux objectifs d'intérêt général poursuivis, en particulier les risques pour les bénéficiaires des services, dont les consommateurs, pour les professionnels ou pour les tiers ;

2° la vérification de l'insuffisance de règles de nature spécifique ou plus générale déjà en vigueur, telles que celles prévues par la législation sur la sécurité des produits ou la législation relative à la protection des consommateurs, pour atteindre l'objectif poursuivi ;

3° le caractère approprié de la disposition au regard de son aptitude à atteindre l'objectif poursuivi, et la question de savoir si cette disposition répond véritablement au souci d'atteindre cet objectif d'une manière cohérente et systématique et répond donc aux risques répertoriés de façon similaire pour des activités comparables ;

4° l'incidence sur la libre circulation des personnes et des services au sein de l'Union européenne, sur le choix des consommateurs et sur la qualité du service fourni ;

5° la possibilité de recourir à des moyens moins restrictifs pour atteindre l'objectif d'intérêt général ;

6° l'effet des dispositions nouvelles ou modifiées, lorsqu'elles sont conjuguées à d'autres dispositions limitant l'accès à la profession ou son exercice, et notamment la manière dont les dispositions nouvelles ou modifiées, conjuguées à d'autres exigences, contribuent à la réalisation du même objectif d'intérêt général, ainsi que la question de savoir si elles sont nécessaires à la réalisation de cet objectif.

Aux fins de l'alinéa 1^{er}, 5°, lorsque les dispositions sont justifiées par la protection des consommateurs uniquement et que les risques répertoriés sont limités à la relation entre le professionnel et le consommateur et n'affectent donc pas négativement des tiers, l'autorité examine en particulier si l'objectif peut être atteint par des moyens qui sont moins restrictifs que le fait de réserver des activités.

Aux fins de l'alinéa 1^{er}, 6°, l'autorité évalue l'effet des dispositions nouvelles ou modifiées lorsqu'elles sont conjuguées à une ou plusieurs exigences, étant entendu qu'il pourrait y avoir des effets aussi bien positifs que négatifs, et en particulier les exigences suivantes :

1° les activités réservées, titre professionnel protégé ou toute autre forme de réglementation au sens de l'article 3, § 1^{er}, point a), de la directive 2005/36/CE ;

2° les obligations de suivre une formation professionnelle continue ;

3° les dispositions en matière d'organisation de la profession, d'éthique professionnelle et de supervision ;

4° l'affiliation obligatoire à une organisation professionnelle ou à un organisme professionnel et systèmes d'inscription ou d'autorisation, notamment lorsque ces exigences impliquent la possession d'une qualification professionnelle déterminée ;

5° les restrictions quantitatives, dont les exigences limitant le nombre d'autorisations d'exercer ou fixant un nombre minimal ou maximal de travailleurs, de gestionnaires ou de représentants titulaires de qualifications professionnelles déterminées ;

6° les exigences particulières en matière de forme juridique ou exigences liées à la détention du capital ou à la gestion d'une entreprise, dans la mesure où ces exigences sont directement liées à l'exercice de la profession réglementée ;

7° les restrictions territoriales, y compris lorsque la profession est réglementée dans des parties du territoire qui diffère de celle dont elle est réglementée dans d'autres parties ;

8° les exigences limitant l'exercice d'une profession réglementée conjointement ou en partenariat, et règles d'incompatibilité ;

9° les exigences concernant la couverture d'assurance ou d'autres moyens de protection personnelle ou collective concernant la responsabilité professionnelle ;

10° les exigences en matière de connaissances linguistiques, dans la mesure nécessaire à l'exercice de la profession ;

11° les exigences en matière de tarifs fixes minimaux et/ou maximaux ;

12° les exigences en matière de publicité.

§ 3. L'autorité prend également en considération les éléments suivants lorsqu'ils sont pertinents pour la nature et le contenu de la disposition qui est introduite ou modifiée :

1° la correspondance entre la portée des activités couvertes par une profession ou réservées à celle-ci et la qualification professionnelle requise ;

2° la correspondance entre la complexité des tâches concernées et la nécessité que ceux qui les effectuent disposent de qualifications professionnelles déterminées, en ce compris en ce qui concerne le niveau, la nature et la durée de la formation ou de l'expérience requises ;

3° la possibilité d'acquérir la qualification professionnelle par différents moyens ;

4° la question de savoir si les activités réservées à certaines professions peuvent être partagées ou non avec d'autres professions, et pour quel motif ;

5° le degré d'autonomie dans l'exercice d'une profession réglementée et l'incidence des modalités d'organisation et de supervision sur la réalisation de l'objectif poursuivi, en particulier lorsque les activités liées à une profession réglementée sont exercées sous le contrôle et la responsabilité d'un professionnel dûment qualifié ;

6° l'évolution de la technique et le progrès scientifique, qui peuvent effectivement réduire ou accroître l'asymétrie d'information entre les professionnels et les consommateurs.

§ 4. Avant d'introduire ou de modifier des dispositions réglementant une profession, l'autorité veille également à la conformité au principe de proportionnalité des exigences spécifiques relatives à la prestation temporaire ou occasionnelle de services, prévues au titre II de la directive 2005/36/CE, dont :

1° l'inscription temporaire automatique ou l'adhésion pro forma à une organisation professionnelle ou à un organisme professionnel, visés à l'article 6, alinéa 1^{er}, point a), de la directive 2005/36/CE ;

2° une déclaration préalable conformément à l'article 7, § 1^{er}, de la directive 2005/36/CE, la fourniture de documents exigés conformément au paragraphe 2 dudit article ou toute autre exigence équivalente ;

3° le versement d'une redevance ou des frais requis pour les procédures administratives, liés à l'accès à des professions réglementées ou à leur exercice, à la charge du prestataire de services.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux mesures destinées à garantir le respect des conditions de travail et d'emploi que l'autorité applique conformément au droit de l'Union européenne.

§ 5. Lorsque les dispositions réglementant une profession concernent la réglementation de professions relatives à la santé, et ont une implication pour la sécurité des patients, l'autorité tient compte dans son examen de proportionnalité de l'objectif de garantir un haut degré de protection de la personne et de la santé humaine.

CHAPITRE IV. — *Information et participation des parties prenantes*

Art. 8. § 1^{er}. Avant d'introduire ou de modifier des dispositions réglementant une profession, l'autorité met l'information à la disposition des citoyens, des bénéficiaires de services et des autres parties prenantes concernées, y compris celles qui ne sont pas membres de la profession concernée.

Elle associe toutes les parties concernées et leur donne la possibilité d'exprimer leur point de vue.

Le Gouvernement fixe les modalités de publicité, de participation et d'expression visées aux alinéas 1^{er} et 2.

§ 2. Lorsque cela s'avère pertinent et approprié, l'autorité organise une consultation publique.

CHAPITRE V. — *Suivi*

Art. 9. Après leur adoption ou leur modification, l'autorité contrôle la conformité des dispositions existantes avec le principe de proportionnalité. Ce contrôle tient compte de l'évolution de la situation depuis l'adoption des dispositions concernées.

Le Gouvernement prévoit les modalités du contrôle visé à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE VI. — *Transparence et échange d'informations entre États membres*

Art. 10. L'autorité communique à la Commission européenne les dispositions et les raisons pour lesquelles des dispositions sont considérées comme justifiées et proportionnées, conformément à l'article 59, § 5, de la directive 2005/36/C et consigne ces motifs dans la base de données des professions réglementées visée à l'article 59, § 1^{er}, de la directive 2005/36/CE.

Le Gouvernement détermine les modalités de communication et conservation visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 11. Le Gouvernement désigne la personne ou le service chargé de s'assurer des échanges d'informations entre les États membres de l'Union européenne sur les matières relevant du présent décret, ainsi que sur la manière particulière dont ils réglementent une profession ou sur les effets de cette réglementation.

Le Gouvernement indique à la Commission européenne l'autorité chargée de la transmission et de la réception des informations aux fins de l'application de l'alinéa 1^{er}.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 8 juillet 2021.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation,
de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) *Session 2020-2021.*

Documents du Parlement wallon, 618 (2020-2021) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 7 juillet 2021.

Discussion.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/31825]

8 JULI 2021. — Decreet tot omzetting van richtlijn (EU) 2018/958 van het Europees Parlement en de Raad van 28 juni 2018 betreffende een evenredigheidsbeoordeling voorafgaand aan een nieuwe reglementering van beroepen (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Algemeenheden, begripsomschrijving en toepassingsgebied*

Artikel 1. Bij dit decreet wordt richtlijn (EU) 2018/958 van het Europees Parlement en de Raad van 28 juni 2018 betreffende een evenredigheidsbeoordeling voorafgaand aan een nieuwe reglementering van beroepen omgezet.

Art. 2. § 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder:

1° "richtlijn 2005/35/EG": richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties;

2° "beschermd beroepstitel": een vorm van reglementering van een beroep waarbij het voeren van een titel in het kader van een beroepsactiviteit of een geheel van beroepsactiviteiten uit hoofde van wettelijke, of bestuursrechtelijke bepalingen direct of indirect afhankelijk wordt gesteld van het bezit van een specifieke beroepskwalificatie, en het onterecht voeren van die titel aanleiding geeft tot sancties;

3° "voorbehouden activiteiten": een vorm van reglementering van een beroep waarbij de toegang tot een beroepsactiviteit of een geheel van beroepsactiviteiten uit hoofde van wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen direct of indirect wordt voorbehouden aan de beoefenaars van een gereguleerd beroep die een specifieke beroepskwalificatie bezitten, ook wanneer de activiteit wordt gedeeld met andere gereguleerde beroepen;

4° "bepaling ter reglementering van een beroep": elke wettelijke of bestuursrechtelijke bepaling die de toegang tot of de uitoefening, dan wel één van de wijzen van uitoefening, van een gereguleerd beroep beperkt, met inbegrip van het voeren van beroepstitels en de beroepsactiviteiten die een dergelijke titel toelaten en die vallen binnen het toepassingsgebied van de federale wetgeving en regelgeving die onder het toepassingsgebied van richtlijn 2005/36/EG vallen;

5° "autoriteit": auteur van wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen tot reglementering van een beroep.

§ 2. Onder voorbehoud van de definities in paragraaf 1 zijn de definities van de wet van 12 februari 2008 tot instelling van een algemeen kader voor de erkenning van EU-beroepskwalificaties, zoals gewijzigd bij het decreet van 12 juli 2017 tot wijziging van de wet van 12 februari 2008 tot instelling van een nieuw algemeen kader voor de erkenning van EG-beroepskwalificaties, van toepassing.

Art. 3. Dit decreet is van toepassing op de bepalingen tot reglementering van een beroep die onder het toepassingsgebied van richtlijn 2005/36/EG vallen.

Dit decreet is niet van toepassing, wanneer specifieke vereisten betreffende de reglementering van een bepaald beroep zijn vastgelegd in een afzonderlijke handeling van de Europese Unie die de lidstaten geen keuze laat ten aanzien van de precieze wijze waarop deze vereisten moeten worden omgezet.

HOOFDSTUK II. — *Beginsel van non-discriminatie en doelstellingen van algemeen belang*

Art. 4. Voorafgaand aan de invoering of de wijziging van bestaande bepalingen tot reglementering van een beroep, zorgt de autoriteit ervoor dat deze bepalingen direct noch indirect discriminerend zijn op grond van nationaliteit of woonplaats.

Art. 5. Voorafgaand aan de invoering of de wijziging van bepalingen tot reglementering van een beroep zorgt de autoriteit ervoor dat deze bepalingen gerechtvaardigd is uit hoofde van doelstellingen van algemeen belang.

De autoriteit onderzoekt met name of de bepalingen objectief gerechtvaardigd zijn:

- 1° op grond van openbare orde, openbare veiligheid of volksgezondheid,
- 2° dan wel op grond van dwingende redenen van algemeen belang, zoals:
 - a) de handhaving van het financiële evenwicht van het socialezekerheidsstelsel;
 - b) de bescherming van consumenten, afnemers van diensten en werknemers;
 - c) het waarborgen van een goede rechtsbedeling;
 - d) het waarborgen van de eerlijkheid van handelstransacties;
 - e) de bestrijding van fraude en het voorkomen van belastingontduiking en -ontwijking en het waarborgen van de doeltreffendheid van het fiscale toezicht;
 - f) de veiligheid van het vervoer;
 - g) de bescherming van het milieu en het stedelijk milieu;
 - h) de diergezondheid;
 - i) de intellectuele eigendom;
 - j) de bescherming en instandhouding van het nationaal historisch en artistiek erfgoed, doelstellingen van het sociaal beleid en doelstellingen van het cultuurbeleid.

Redenen van zuiver economische aard of zuiver administratieve redenen vormen geen dwingende redenen van algemeen belang die een beperking van de toegang tot of de uitoefening van gereguleerde beroepen rechtvaardigen.

HOOFDSTUK III. — *Evenredigheidsbeoordeling*

Art. 6. § 1. Voorafgaand aan de invoering of de wijziging van bestaande bepalingen tot reglementering van een beroep onderwerpt de autoriteit de voorgestelde bepalingen of wijzigingen aan een evenredigheidsbeoordeling, waarvan de omvang evenredig is met de aard, de inhoud en de effecten van de bepalingen.

De beoordeling bedoeld in het eerste lid wordt op objectieve en onafhankelijke wijze uitgevoerd.

De Regering kan een onafhankelijk orgaan oprichten of aanwijzen om de autoriteiten bij te staan bij het opstellen ervan.

Hij kan de modaliteiten van de beoordeling voorzien.

§ 2. De aanneming van de in paragraaf 1 bedoelde bepalingen moet berusten op een toelichting die voldoende gedetailleerd is om de naleving van het evenredigheidsbeginsel te beoordelen.

De redenen waarom een bepaling gerechtvaardigd en evenredig wordt geacht, worden met kwalitatieve en, indien mogelijk en relevant, kwantitatieve elementen onderbouwd.

Art. 7. § 1. De autoriteit ziet erop toe dat de voorgestelde bepalingen of wijzigingen evenredig zijn.

Ze zorgt ervoor dat ze geschikt zijn om de verwezenlijking van de nagestreefde doelstelling te waarborgen en niet verder gaan dan wat nodig is om die doelstelling te verwezenlijken.

§ 2. Daartoe houdt de autoriteit rekening met:

1° de aard van de risico's die verbonden zijn aan de nagestreefde doelstellingen van algemeen belang, met name de risico's voor afnemers van diensten, met inbegrip van consumenten, voor beroepsbeoefenaars of voor derden;

2° de vraag of bestaande voorschriften van specifieke of meer algemene aard, zoals die welke zijn neergelegd in het recht inzake productveiligheid of het consumentenrecht, ontoereikend zijn om de nagestreefde doelstelling te bereiken;

3° de geschiktheid van de bepaling om het nagestreefde doel te bereiken en de vraag of zij daadwerkelijk op coherente en stelselmatige wijze aan die doelstelling beantwoordt en dus gericht is op de risico's die op soortgelijke wijze als bij vergelijkbare activiteiten is vastgesteld;

4° de effecten op het vrij verkeer van personen en diensten in de Europese Unie, op de keuzemogelijkheden voor de consument en op de kwaliteit van de dienstverlening;

5° de mogelijkheid om gebruik te maken van minder beperkende maatregelen om de doelstelling van algemeen belang te bereiken;

6° het effect van nieuwe of gewijzigde bepalingen, in combinatie met andere bepalingen die de toegang tot of de uitoefening van het beroep beperken en met name de vraag hoe de nieuwe of de gewijzigde bepalingen, in combinatie met andere vereisten, bijdragen tot het bereiken van dezelfde doelstelling van algemeen belang en of ze daar noodzakelijk voor zijn.

Voor de toepassing van het eerste lid, 5°, onderzoekt de autoriteit of de doelstelling kan worden bereikt door middel van minder beperkende middelen dan het voorbehouden van activiteiten, wanneer de bepalingen alleen worden gerechtvaardigd door de bescherming van consumenten en wanneer de vastgestelde risico's uitsluitend verband houden met de verhouding tussen de beroepsbeoefenaar en de consument en derhalve geen negatieve gevolgen hebben voor derden.

Voor de toepassing van het eerste lid, 6°, beoordeelt de autoriteit het effect van de nieuwe of gewijzigde bepalingen wanneer die worden gecombineerd met een of meerdere vereisten, met dien verstande dat er zowel positieve als negatieve effecten kunnen zijn, in het bijzonder met de volgende vereisten:

1° voorbehouden activiteiten, beschermde beroepstitel of iedere andere vorm van reglementering in de zin van artikel 3, § 1, punt a), van richtlijn 2005/36/EG;

2° verplichtingen om een opleiding inzake permanente beroepsontwikkeling te volgen;

3° regels betreffende de organisatie van het beroep, beroepsethiek en toezicht;

4° verplicht lidmaatschap van een beroepsorganisatie of -orgaan alsmede registratie- of vergunningsregelingen, met name wanneer die vereisten het bezit van een specifieke beroepskwalificatie impliceren;

5° kwantitatieve beperkingen, met name vereisten op grond waarvan het aantal vergunningen voor de uitoefening van een beroep wordt beperkt dan wel een minimum- of maximaal aantal werknemers, leidinggevenden of vertegenwoordigers in het bezit van specifieke beroepskwalificaties wordt vastgesteld;

6° specifieke vereisten inzake rechtsvorm of vereisten die verband houden met de deelneming in of het bestuur van een onderneming, voor zover deze vereisten rechtstreeks gekoppeld zijn aan de uitoefening van het gereguleerde beroep;

7° territoriale beperkingen, met inbegrip van het geval waarbij het beroep in delen van het grondgebied van een lidstaat anders is gereguleerd dan in andere delen;

8° vereisten op grond waarvan het gezamenlijk of in partnerschap uitoefenen van een gereguleerd beroep wordt beperkt, alsmede incompatibiliteitsregels;

9° vereisten inzake verzekering of andere individuele of collectieve vormen van bescherming inzake beroepsaansprakelijkheid;

10° vereisten inzake talenkennis, voor zover nodig voor de uitoefening van het beroep;

11° vereisten inzake vaste minimum- en/of maximumtarieven;

12° vereisten inzake reclame.

§ 3. De autoriteit besteedt ook aandacht aan de volgende elementen, indien ze relevant zijn voor de aard en de inhoud van de bepalingen die worden ingevoerd of gewijzigd:

1° het verband tussen de omvang van de activiteiten die onder een beroep vallen of daaraan zijn voorbehouden en de vereiste beroepskwalificatie;

2° het verband tussen de complexiteit van de taken in kwestie en de noodzaak dat degenen die ze uitvoeren over specifieke beroepskwalificaties beschikken, met name wat betreft het niveau, de aard en de duur van de vereiste opleiding of ervaring;

3° de mogelijkheid om de beroepskwalificatie via alternatieve trajecten te verkrijgen;

4° de vraag of en waarom de aan bepaalde beroepen voorbehouden activiteiten al dan niet met andere beroepen kunnen worden gedeeld;

5° de mate van zelfstandigheid bij de uitoefening van een gereguleerd beroep en de gevolgen van organisatorische en toezichtregelingen voor de verwezenlijking van de nagestreefde doelstelling, in het bijzonder wanneer de met een gereguleerd beroep verband houdende activiteiten worden uitgeoefend onder toezicht en verantwoordelijkheid van een naar behoren gekwalificeerde beroepsbeoefenaar;

6° de wetenschappelijke en technologische ontwikkelingen die de asymmetrie van informatie tussen beroepsbeoefenaars en consumenten daadwerkelijk kunnen verkleinen of vergroten.

§ 4. Alvorens bepalingen tot reglementering van een beroep in te voeren of te wijzigen waarborgt de autoriteit daarnaast ook de conformiteit met het evenredigheidsbeginsel van specifieke vereisten met betrekking tot de tijdelijke of incidentele verrichting van diensten, zoals bedoeld in titel II van richtlijn 2005/36/EG, waaronder:

1° automatische tijdelijke registratie bij of pro-formalidmaatschap van een beroepsorganisatie of -orgaan, zoals bedoeld in artikel 6, eerste lid, a), van richtlijn 2005/36/EG;

2° een van tevoren af te leggen verklaring overeenkomstig artikel 7, § 1, van richtlijn 2005/36/EG, documenten die vereist zijn overeenkomstig paragraaf 2 van hetzelfde artikel of iedere andere equivalente vereiste;

3° de betaling van een vergoeding of van kosten, voor administratieve procedures, die verband houdt of houden met de toegang tot of de uitoefening van gereguleerde beroepen en die voor rekening komt of komen van de dienstverrichter.

Het eerste lid is niet van toepassing op maatregelen die zijn ontworpen om de conformiteit te waarborgen met de toepasselijke arbeidsvoorwaarden en -omstandigheden die overeenkomstig het recht van de Europese Unie worden toegepast.

§ 5. Indien de bepalingen tot reglementering van een beroep betrekking hebben op de reglementering van beroepen m.b.t. de gezondheidszorg en gevolgen hebben voor de veiligheid van de patiënt, houdt de autoriteit in haar evenredigheidsbeoordeling rekening met de doelstelling om te zorgen voor een hoog niveau van bescherming van de menselijke gezondheid.

HOOFDSTUK IV. — *Informatie en participatie van de belanghebbenden*

Art. 8. §1. Voorafgaand aan de invoering of de wijziging van bepalingen tot reglementering van een beroep stelt de autoriteit informatie beschikbaar aan burgers, afnemers van diensten en andere relevante belanghebbenden, met inbegrip van degenen die geen beoefenaars zijn van het betrokken beroep.

Ze overlegt met alle betrokken belanghebbenden en geeft hen de gelegenheid hun standpunten kenbaar te maken.

De Regering stelt de in de leden 1 en 2 bedoelde procedures voor openbaarheid, inspraak en meningsuiting vast.

§ 2. Wanneer dat nodig en gepast is, worden een openbare raadpleging door de autoriteit georganiseerd.

HOOFDSTUK V. — *Toezicht*

Art. 9. Na de invoering of de wijziging van bestaande bepalingen controleert de autoriteit of deze bepalingen in overeenstemming zijn met het evenredigheidsbeginsel. Deze controle houdt rekening met de ontwikkelingen die zich sinds de vaststelling van desbetreffende bepalingen hebben voorgedaan.

De Regering bepaalt de modaliteiten van de in het eerste lid bedoelde controle.

HOOFDSTUK VI. — *Transparantie en uitwisseling van informatie met andere lidstaten*

Art. 10. De autoriteit deelt de Europese Commissie overeenkomstig artikel 59, § 5, van Richtlijn 2005/36/EG de bepalingen en de redenen mee waarom de bepalingen gerechtvaardigd en evenredig worden geacht, en neemt deze redenen op in de databank met gereguleerde beroepen als bedoeld in artikel 59, lid 1, van richtlijn 2005/36/EG.

De Regering bepaalt de wijze van communicatie en instandhouding als bedoeld in lid 1.

Art. 11. De Regering wijst de persoon of dienst aan die belast is met de uitwisseling van informatie tussen de lidstaten van de Europese Unie over aangelegenheden die onder dit decreet vallen, alsmede over de specifieke wijze waarop zij een beroep reglementeren of over de gevolgen van een dergelijke reglementering.

De Regering deelt de Europese Commissie mee welke autoriteit belast is voor het verzenden en ontvangen van informatie met het oog op de toepassing van het eerste lid.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 8 juli 2021.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek,
Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk,
Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Nota

(1) *Zitting 2020-2021.*

Stukken van het Waalse Parlement 618 (2020-2021) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, openbare vergadering van 7 juli 2021.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/31828]

8 JUILLET 2021. — Décret transposant la directive (UE) 2018/958 du Parlement européen et du Conseil du 28 juin 2018 relative à un contrôle de proportionnalité avant l'adoption d'une nouvelle réglementation de professions pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Généralités, définitions et champ d'application

Article 1^{er}. Le présent décret transpose la directive UE 2018/958 du Parlement européen et du Conseil du 28 juin 2018 relative à un contrôle de proportionnalité avant l'adoption d'une nouvelle réglementation de professions, en vertu de l'article 138 de la Constitution, des matières visées aux articles 127, § 1^{er}, et 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. § 1^{er}. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° « directive 2005/36/CE » : la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles ;

2° « titre professionnel protégé » : une forme de réglementation d'une profession dans le cadre de laquelle l'usage d'un titre dans une activité professionnelle ou un groupe d'activités professionnelles est subordonné, directement ou indirectement, en vertu de dispositions législatives, réglementaires ou administratives, à la possession d'une qualification professionnelle déterminée, et dans le cadre de laquelle l'usage abusif d'un tel titre est passible de sanctions ;

3° « activités réservées » : une forme de réglementation d'une profession dans le cadre de laquelle l'accès à une activité professionnelle ou à un groupe d'activités professionnelles est réservé, directement ou indirectement, en vertu de dispositions législatives, réglementaires ou administratives, aux membres d'une profession réglementée détenteurs d'une qualification professionnelle déterminée, y compris lorsque l'activité est partagée avec d'autres professions réglementées ;

4° « disposition réglementant une profession » : disposition législative, réglementaire ou administrative qui limite l'accès à une profession réglementée ou l'exercice de celle-ci, ou l'une des modalités d'exercice de celle-ci, y compris l'usage d'un titre professionnel et les activités professionnelles autorisées sur le fondement de ce titre et qui relèvent du champ d'application de la directive 2005/36/CE ;

5° « autorité » : auteur des dispositions législatives, réglementaires ou administratives réglementant une profession.

§ 2. Sous réserve des dispositions visées au paragraphe 1^{er}, les définitions de la loi du 12 février 2008 instaurant un nouveau cadre général pour la reconnaissance des qualifications professionnelles CE, telle que modifiée par le décret du 12 juillet 2017 modifiant la loi du 12 février 2008 instaurant un nouveau cadre général pour la reconnaissance des qualifications professionnelles CE, s'appliquent.

Art. 3. Le présent décret s'applique aux dispositions réglementant une profession qui relèvent du champ d'application de la directive 2005/36/CE.

Il ne s'applique pas lorsque des exigences spécifiques concernant la réglementation d'une profession donnée sont établies dans un texte transposant un acte distinct de l'Union européenne qui ne laisse pas aux États membres le choix de leur mode de transposition.

CHAPITRE II. — Principe de non-discrimination et objectifs d'intérêt général

Art. 4. Avant l'adoption ou la modification de dispositions réglementant une profession, l'autorité veille à ce que ces dispositions ne soient pas directement ou indirectement discriminatoires en fonction de la nationalité ou du lieu de résidence.

Art. 5. Avant l'adoption ou la modification de dispositions réglementant une profession, l'autorité veille à ce que ces dispositions soient justifiées par des objectifs d'intérêt général.

L'autorité examine notamment si les dispositions sont objectivement justifiées :

1° par des motifs liés au maintien de l'ordre public, de la sécurité publique ou de la santé publique ;

2° ou par des raisons impérieuses d'intérêt général, telles que :

a) la préservation de l'équilibre financier du système de sécurité sociale ;

b) la protection des consommateurs, des bénéficiaires de services et des travailleurs ;

c) la protection de la bonne administration de la justice ;

d) la garantie de la loyauté des transactions commerciales ;